

**Question écrite n°2843** - Sujet : Assurance pension volontaire

**Auteur(s)** : Madame Cécile Hemmen, Députée

**Destinataire(s)** : Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

**Date limite de réponse à la question** : 16-04-2017

**Evènement(s) :**

Date	Description	Liens
16-03-2017	Dépôt de la question	Document écrit de la question
16-04-2017	Délai de réponse dépassé	
20-04-2017	Réponse écrite de Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale	Document écrit de la réponse



Monsieur Mars di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 16 mars 2017

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 de notre règlement interne, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale.

La Loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension, en réduisant le minimum cotisable de l'assurance volontaire de +/- 300 euros à 100 euros par mois, visait à encourager l'assurance continuée ou facultative en cas d'interruptions temporaires de la carrière professionnelle pour des raisons familiales.

A l'époque il a été souligné que cette mesure constitue un premier pas qui devra être accompagné d'une politique active et volontariste d'information et de sensibilisation pour encourager les femmes à se construire des carrières d'assurance complètes.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1. Depuis l'entrée en vigueur de ces dispositions de la loi du 21 décembre 2012, y a-t-il eu une augmentation du nombre d'assurances volontaires pour couvrir les interruptions de carrière pour raisons familiales ? Si oui, existe-t-il des chiffres ou une étude pour illustrer l'effet de ces dispositions de cette loi ?
2. Le nombre des demandes introduites justifie-t-il la limitation à une durée de cinq ans, laquelle avait été introduite pour limiter le coût, redouté cher, des droits sans contrepartie ?
3. Une campagne d'information et de sensibilisation afin d'éviter le phénomène dit du « pension-gap » entre femmes et hommes et afin de développer les droits individuels notamment en cas d'interruption ou de réduction de l'activité professionnelle est-elle prévue ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Cécile Hemmen  
Députée



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff  
Service des séances plénières et  
secrétariat général  
Tél : 466.966.223  
Fax : 466.966.210  
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
Luxembourg

Luxembourg, le 16 mars 2017

Objet : Question parlementaire n° 2843 du 16.03.2017 de Madame la Députée Cécile Hemmen

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Président,

Simone Beissel

Vice-Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Sécurité sociale

Dossier suivi par : Karin Manderscheid  
Tél. (+352) 247-86352

**Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement**

**Luxembourg**



Luxembourg, le 20 avril 2017

**Référence :** 81cxb6666

**Objet :** Réponse à la question parlementaire n° 2843 de Madame la députée Cécile Hemmen daté du 16 mars 2017

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse du soussigné à la question parlementaire spécifiée sous rubrique.

Je vous saurais gré de bien vouloir la transmettre à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.

Romain SCHNEIDER  
Ministre de la Sécurité sociale

**Annexe(s) :** Réponse à la question parlementaire 2843 de Madame la députée Cécile Hemmen daté du 16 mars 2017



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Sécurité sociale





Référence :804xca5ed

## Réponse du Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire 2843 de Madame la députée Cécile Hemmen daté du 16 mars 2017

Ad 1)

Il convient de préciser que dans les statistiques, la raison d'interruption de carrière (raisons familiales ou autres) n'est pas répertoriée. Une assurance volontaire à assiette de cotisation réduite à un tiers du salaire social minimum (Art 241. (2) CSS) est possible pour l'assurance continuée (Art. 173. CSS) et l'assurance facultative (Art 173bis. CSS). Contrairement à l'assurance facultative, l'assurance continuée n'est pas limitée aux interruptions de carrière pour raisons familiales.

	Nbre d'assurés volontaires <sup>(1)</sup> (assurance continuée <sup>(2)</sup> et assurance facultative <sup>(3)</sup> )						% des assurés à base réduite		
	Total (assiette de cotisation "normale" + assiette réduite à 1/3 du SSM <sup>(4)</sup> )			dont à assiette de cotisation réduite à 1/3 du SSM <sup>(4)</sup>					
Année	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	hommes	femme	total
2012	1.259	2.215	3.474						
2013	1.379	2.506	3.885	129	326	455	9%	13%	12%
2014	1.537	2.767	4.304	269	728	997	18%	26%	23%
2015	1.690	3.018	4.708	379	1.017	1.396	22%	34%	30%
2016	1.855	3.254	5.109	482	1.203	1.685	26%	37%	33%
2017 <sup>(5)</sup>	1.631	2.737	4.368	421	1.061	1.482	26%	39%	34%

Source IGSS

(1) Nbre de personnes avec au moins un mois de cotisations volontaires durant l'année

(2) Art. 173 CSS

(3) Art. 173bis. CSS

(4) Art. 241 (2) CSS (loi du 21.12.2012)

(5) Données Incomplètes (avril 2017)

Comme le tableau ci-devant le montre, le nombre de personnes ayant profité des nouvelles dispositions de l'article 241, paragraphe 2 du Code de la sécurité sociale, a augmenté pendant les quatre premières années jusqu'à atteindre un total de 33% de l'ensemble des assurances volontaires en 2016. Au cours des quatre premiers mois de 2017 le total atteint déjà 34% d'assurance facultatives à base réduite, de sorte qu'il est à prévoir que le nombre total des



assurances facultatives à base réduite pour 2017 va augmenter considérablement et on peut estimer que cette évolution va se confirmer dans les années à venir.

Ad 2)

Il n'y a cependant aucune relation de cause à effet entre le nombre de demandes introduites en vue d'une assurance facultative à base réduite et la limitation de la durée de cette affiliation à un tarif favorable à cinq ans. En effet, cette limite avait été introduite notamment pour inciter les personnes concernées à réintégrer le marché du travail après une période de réduction des heures de travail ou de congé sans solde pour ne pas tomber dans la trappe de l'inactivité.

Ad 3)

Après la mise en vigueur de la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension qui a introduit la possibilité d'une affiliation facultative à base réduite, une campagne d'information et de sensibilisation avec l'intitulé « Pensez à votre avenir ! Complétez votre carrière d'assurance pension ! » avait été lancée pour informer toutes les personnes concernées sur les diverses possibilités de compléter leur carrière d'assurances. Il est d'ailleurs prévu de relancer cette campagne dès le vote du projet de loi sur le divorce.